



2025



RAPPORT

D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Conseil Municipal du
13 février 2025

Mis en ligne le 17/02/2025 à 11h43

REÇU EN PREFECTURE

le 17/02/2025

Application agréée E-legalite.com

21_00-078-2178 03972-20250217-CM_20250213

PREAMBULE

Le Débat d'Orientation Budgétaire est une étape substantielle et obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités. L'absence de ROB entache le BP d'illégalité.

Organisé dans un délai de dix semaines avant le vote du budget primitif M57, il permet aux Elus de débattre des priorités et d'anticiper les enjeux financiers. Conformément à l'article L.2312-1 du CGCT, le Rapport d'Orientation Budgétaire présente :

- Les engagements pluriannuels envisagés,
- La gestion de la dette et les prévisions budgétaires,
- L'évolution des effectifs communaux et des dépenses de personnel.

Ces dispositions ont été complétées par l'article 13 - II) de la Loi de Programmation des Finances Publiques du 2 janvier 2018, précisant que doivent également être présentés les objectifs de la collectivité concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, et l'évolution du besoin de financement annuel (emprunts minorés du remboursement de dette).

Le Rapport d'Orientation Budgétaire n'est pas qu'un document interne : il doit être transmis aux Services Préfectoraux et doit en outre faire l'objet d'une publication, notamment sur le site Internet de la Commune.

Les chiffres avancés dans le présent document restent prévisionnels, et préfigurent les orientations des crédits à voter au budget primitif (BP) 2025, qui sera examiné au Conseil Municipal du 03 avril 2025.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Monde

En 2025, la croissance mondiale est prévue autour de 3 %, avec des disparités régionales. Les tensions géopolitiques et l'inflation ralentissent les dynamiques économiques dans plusieurs zones, notamment en Europe.

Europe

Il est raisonnable d'anticiper une croissance du PIB de 1,3%.

Du point de vue de l'inflation, cette dernière continuerait de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de bases négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait très lente.

France

Scénario de croissance : + 0,9% en 2025

La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris. Pour l'année 2025, la prévision de croissance pâtit d'une prévision budgétaire négative du fait de l'effort de réduction des dépenses que devra prévoir le budget quand il sera voté. La crise politique qui se poursuit devrait limiter cette modeste progression.

Le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre avec une prévision de + 1,7% en 2025.

L'inflation des services continuerait de baisser et l'inflation énergétique évoluerait désormais en négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabiliserait. L'objectif de réduction du déficit public fixé dans la LPF 2023-2027 risque de ne pas être atteint.

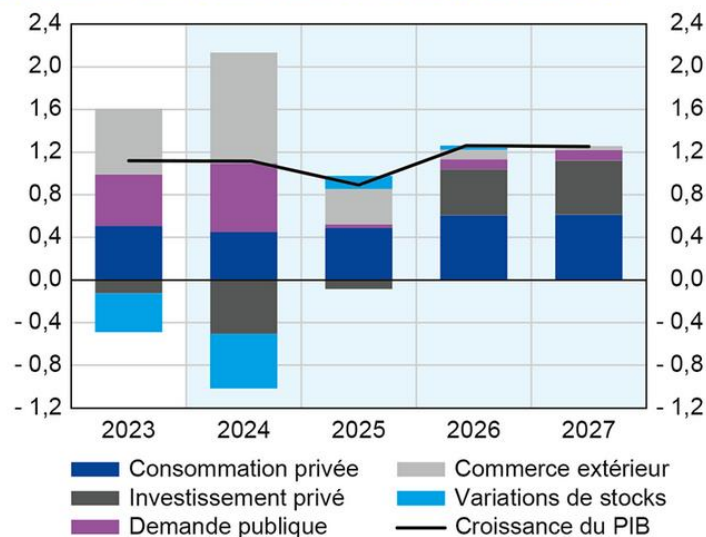
En 2025, le gouvernement parle plutôt d'un déficit public pour 2025 à 5.4% du PIB ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le Gouvernement, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise mais avec l'objectif de le ramener à 3% en 2029, afin de respecter les règles européennes. L'effort de redressement budgétaire prévu serait de 32 milliards d'€ ainsi qu'un effort des collectivités pour contenir leurs dépenses qui risque d'être demandé à court terme.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Contribution à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel

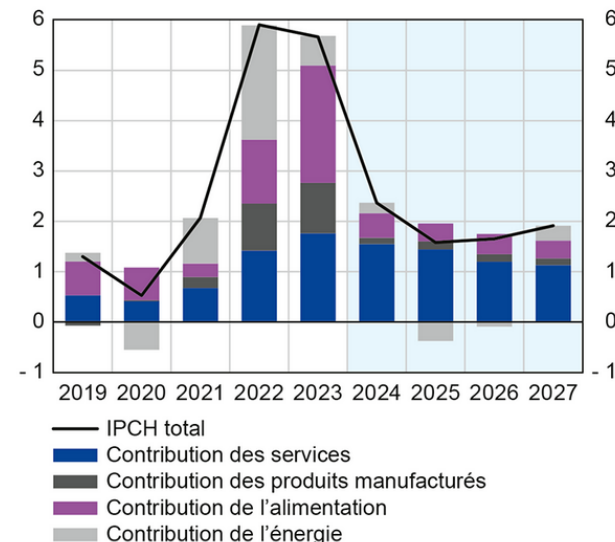
(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

Décomposition de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH)

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Sources : Insee jusqu'en 2023, projections Banque de France sur fond bleuté.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,1	1,1	0,9	1,3	1,3
IPCH	5,7	2,4	1,6	1,7	1,9
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,4	2,2	1,9	1,8
Taux de chômage (BIT, France entière, % population active)	7,3	7,4	7,8	7,8	7,4

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire.

Sources : Insee pour 2023 (comptes nationaux trimestriels du 30 octobre 2024), projections Banque de France sur fond bleuté.

ORIENTATIONS GENERALES : PROJET LOI DE FINANCES 2025

(Présenté en décembre 2024)

Cadrage macro-économique du Projet de Loi des Finances (PLF 2025) :

Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités locales.

Le PLF 2025 prévoit des mesures supplémentaires qui pourraient directement affecter les collectivités, notamment un mécanisme de précaution qui impliquera une mise en réserve de 3 milliards d'€ sur les recettes de certaines grandes collectivités.

Ce fonds de précaution serait alimenté par un prélèvement limité à un maximum de 2% des recettes réelles de fonctionnement des collectivités dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'€. Cela concerne environ 450 collectivités.

La Loi de Finances (LFI) 2025 prévoyait une baisse des transferts financiers de l'Etat aux collectivités locales qui atteindraient 104,5 milliards d'€, en baisse de 1,7% par rapport à la Loi de Finances initiale 2024.

De leurs côtés les Prélèvements Sur Recettes (PSR) s'élèvent à 44,2 milliards en baisse par rapport à la LFI 2024. Cette maîtrise comprend la fin du dispositif de soutien exceptionnel pour les collectivités face à la croissance des prix de l'énergie qui étaient de 400 millions d'€ en LFI 2024 ainsi que la diminution prévue du FCTVA de 258 millions d'€.

Modulation des contributions d'attribution du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA).

Pour 2025, le montant du FCTVA est prévu en diminution de 258 millions d'€. En effet, il est attendu une baisse du taux de compensation forfaitaire qui serait fixé à 14,850% pour les attributions versées à partir du 1^{er} janvier 2025 contre 16,404% en 2024. De plus, cet article indique l'exclusion des dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible, l'objectif étant de recentrer le FCTVA sur l'investissement public local. Cette disposition du PLF 2025 ne permettrait plus aux collectivités de prétendre à une compensation sur l'entretien de bâtiments publics et de la voirie par exemple.

Nette diminution du fonds vert par rapport à 2024.

Le PLF prévoit que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 1 milliard d'€ en 2025. Pour mémoire, il était de 2,5 milliards en 2024 et de 2 milliards en 2023, année de création du fonds.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Hausse forfaitaire des valeurs locatives de 1,7%.

Après avoir progressé trois années de suite de plus de 3%, les bases cadastrales des principaux impôts locaux dus par les particuliers seraient revalorisées de 1,7% en 2025. Un taux plus faible qui s'explique par le ralentissement de l'inflation. Cette mesure s'impose nationalement.

Report de la suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

La proposition faite dans le PLF 2025 impacte les entreprises car la suppression de la CVAE est reportée de 3 ans. Ainsi, le taux 2024 sera conservé jusqu'en 2027 (0,28%) avant la diminution progressive (0,19% en 2028 et 0,09% en 2029) puis une suppression totale en 2030.

Mesures impactant la masse salariale des collectivités.

Les aides à l'apprentissage seraient abaissées, la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat) supprimée et une augmentation de 4 points du taux de cotisations patronales CNRACL est envisagée. Un potentiel plan de réduction de l'absentéisme des fonctionnaires avec un allongement du délai de carence passant d'un jour à trois jours. Sur ce dernier point, la durée de la carence reste à clarifier.

Du point de vue national, une Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) préservée, mettant l'accent sur la péréquation.

En effet en 2025, est prévue une majoration de 290 millions d'€ des dotations de péréquation des communes dont 150 millions d'€ pour la dotation de solidarité rurale. La DGF étant stable, le financement de cette hausse de péréquation se ferait aux dépens de la Dotation Forfaitaire. Il n'est pas exclu que pour des communes à fort potentiel fiscal, leur dotation forfaitaire soit en baisse.

ATTENTION : La motion de censure adoptée le mercredi 04 décembre 2024 pose de nombreuses questions sur l'avenir des mesures exposées ci-avant (PLF et PLFSS). Cette motion les a, pour l'heure suspendues. Le recours à une Loi spéciale par le Gouvernement a été choisi « afin d'assurer la continuité des services publics et de la vie du pays » a été nécessaire. Elle permet de lever l'impôt, avec indexation du barème sur l'inflation, et les crédits de 2024 seraient reconduits à l'identique. Elle sera en vigueur jusqu'à ce qu'une Loi de finances soit passée pour 2025, à l'initiative du nouveau gouvernement. L'augmentation des taux de cotisation CNRACL sera fixée par décret.

Il est donc proposé dans la construction du budget 2025 pour les recettes et les dépenses de partir des éléments du BP 2024.

L'examen du PLF 2025 reprend le 15 janvier et devrait durer plusieurs semaines. Un budget supplémentaire sera réalisé si nécessaire lors de l'analyse des Lois de finances quand elles seront rendues définitives.

Le contexte budgétaire et l'intercommunalité.

Le contexte budgétaire : Budget vert, dette verte.

L'article 191 de la Loi de Finances 2024 instaure l'obligation pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de se doter d'un budget vert, c'est-à-dire un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses. A partir du Compte Financier Unique (CFU) 2024, ce document présentera dans les collectivités concernées « les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France ».

Les Collectivités de plus de 3 500 habitants ont aussi désormais la possibilité d'identifier et d'isoler la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux (article 192), ce que l'on appelle couramment la dette verte.

Compte Financier Unique (CFU).

À la suite de la proposition de la Trésorerie Générale, qui accompagne les services, le passage vers le CFU aura lieu cette année.

Pour rappel, en se substituant au Compte Administratif de l'ordonnateur (CA) et au Compte de Gestion du comptable public (CG), le CFU permet de regrouper en un document unique l'exécution budgétaire et comptable d'une collectivité sur un même exercice.

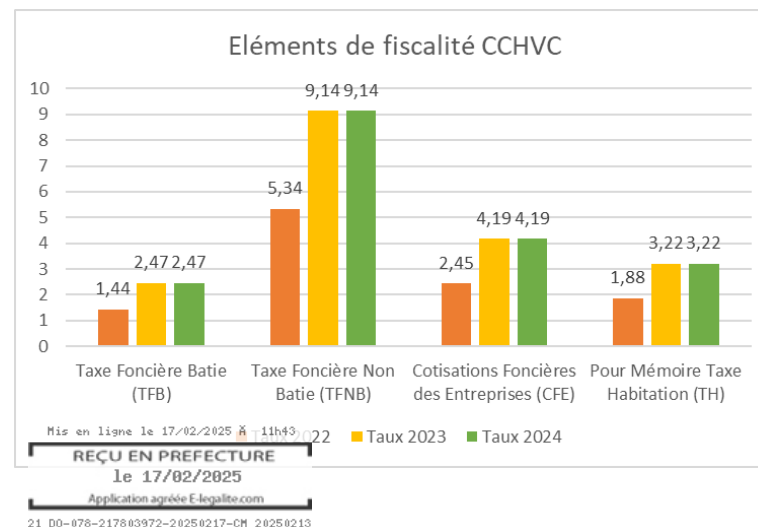
L'intercommunalité : la CCHVC.

Le Mesnil-Saint-Denis fait partie de la Communauté de Communes de la Haute Vallée de Chevreuse.

La CCHVC qui compte 10 communes : Chevreuse, Choisel, Dampierre en Yvelines, Le Mesnil-Saint-Denis, Levis Saint-Nom, Milon-la-Chapelle, Saint-Forget, Saint-Lambert des Bois, Saint-Rémy-lès-Chevreuse et Senlis. Elle totalise 25 750 habitants. (Source : <https://www.cchvc.fr/l-interco/les-communes/> Insee 2021).

Les taux de fiscalité votés en 2023 et 2024 par la CCHVC sont en deçà de la moyenne puisque les besoins de la CCHVC sont limités sur les compétences mutualisées prises en charge.

Les principales dépenses de la CCHVC ont trait à la compétence ordures ménagères, à la gestion de l'aire des gens du voyage et la prise en charge pour les communes d'une grande partie ou de l'intégralité du Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) et au déploiement des pistes cyclables d'intérêt communautaire.





SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNE EN 2024

1. Fonctionnement - Dépenses : Les faits marquants en 2024.

L'exercice 2024 est un budget comparable avec celui de 2023, qui continue de subir toutefois, la hausse des charges à caractère général qui progressent de 6% par rapport à 2023 au sein duquel les contrats de prestations de service qui représentent plus de 50% de ce chapitre et croissent de 5.4% du fait de leur indexation (chapitre 011).

On constate deux augmentations au chapitre 11, l'une sur le poste « entretien et réparation des bâtiments publics » où l'on peut estimer une hausse de 20 k€ par rapport à 2023 (entretien chaudières notamment + réparations diverses), et l'autre sur le poste de maintenance qui croît de + 45 k€ (photocopieurs).

On observe, par ailleurs, une hausse de la masse salariale, plus forte qu'à l'accoutumée, qui croît globalement de 6.9% par rapport à 2023, compte tenu du recrutement de postes longtemps restés vacants à cause des difficultés de recrutement inhérentes à toutes les collectivités territoriales et nécessaires à la collectivité : Coordinatrice Petite Enfance, RPE/LAEP, urbanisme, Etat-civil,

Les atténuations de produits évoluent pour atteindre +21% du fait de l'augmentation du prélèvement relatif à la Loi SRU (carence en matière de logements sociaux) comprenant 60 k€ de dégrèvement SRU de surcharge foncière à restituer à l'Etat pour non-réalisation du programme Breteuil.

En k€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024 Estimé
Charges à caractère général 011	2 681	2 866	3 090	3 287	3 492
évolutions N vs N-1	-1,81%	6,91%	7,82%	6,37%	6,24%
Charges de personnel 012	3 179	3 189	3 082	3 136	3 354
évolutions N vs N-1	6,72%	0,30%	-3,34%	1,76%	6,95%
Atténuation de produits 014 (FNGIR, FPIC, Prélèvement SRU ...)	1 204	1 183	1 238	1 064	1 288
évolutions N vs N-1	1,78%	-1,78%	4,70%	-14,09%	21,09%
Autres charges 065 (contribution au SIVOM, subventions aux associations, participation au service incendie...)	977	1 027	1 104	1 201	1 243
évolutions N vs N-1	0,47%	5,06%	7,51%	8,84%	3,49%
Charges financières 066 (Intérêts)	54	43	37	44	79
Charges exceptionnelles 067 (Titres annulés et écritures comptables)	1	349	1	-	-
Provisions pour risques 068	-	-	-	-	-
Dépenses de fonctionnement (Hors dotations aux amortissements)	8 097	8 656	8 553	8 733	9 457

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



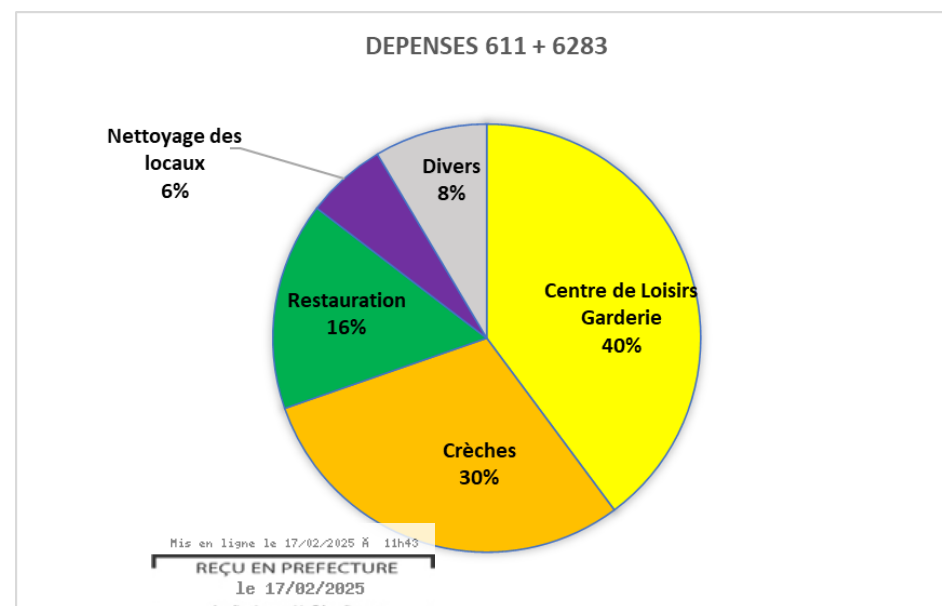
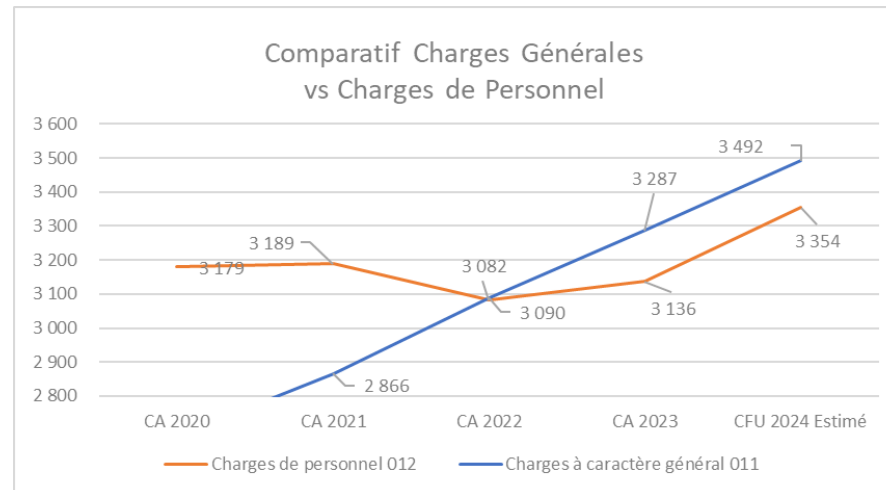
La Commune du MESNIL-SAINT-DENIS a pour l'année 2024, des dépenses réelles de fonctionnement estimées à hauteur de 1 296€/habitant, (7301 habitants - référence au 1^{er} janvier 2025), sachant que la moyenne pour une commune en France d'une strate équivalente (entre 5 000 Habitants et 10 000 habitants) s'élève à 1183€/habitant.

La poussée des charges à caractère général se confirme en 2024, si l'on en croit les dernières tendances, puisqu'elles s'élèveraient à 3 492 k€ constituant pour la deuxième année consécutive le premier poste du budget.

Celles relatives aux dépenses du personnel pour 3 354 k€.

Une tendance à la hausse des dépenses réelles de fonctionnement est visible depuis ces dernières années. Cette hausse étant due pour l'essentiel à la croissance des charges à caractère général dont les contrats de prestation de service (espaces verts, restauration scolaire, centre de loisirs, petite enfance, entretien de l'éclairage public, ménage, ...).

On constatait à fin 2022, que les prestations de service et les dépenses d'énergie représentaient le premier poste de dépenses au sein du budget communal devant les charges de personnel du fait de l'indexation des différents contrats de prestation de services et la constante augmentation des dépenses d'énergie au fil des années. L'étude a été menée, montrant que les dépenses de nettoyage des locaux gagneraient à revenir en régie. L'internalisation des services de la Petite-Enfance et du Centre de Loisirs se heurtent à des difficultés d'organisation et de recrutement.



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



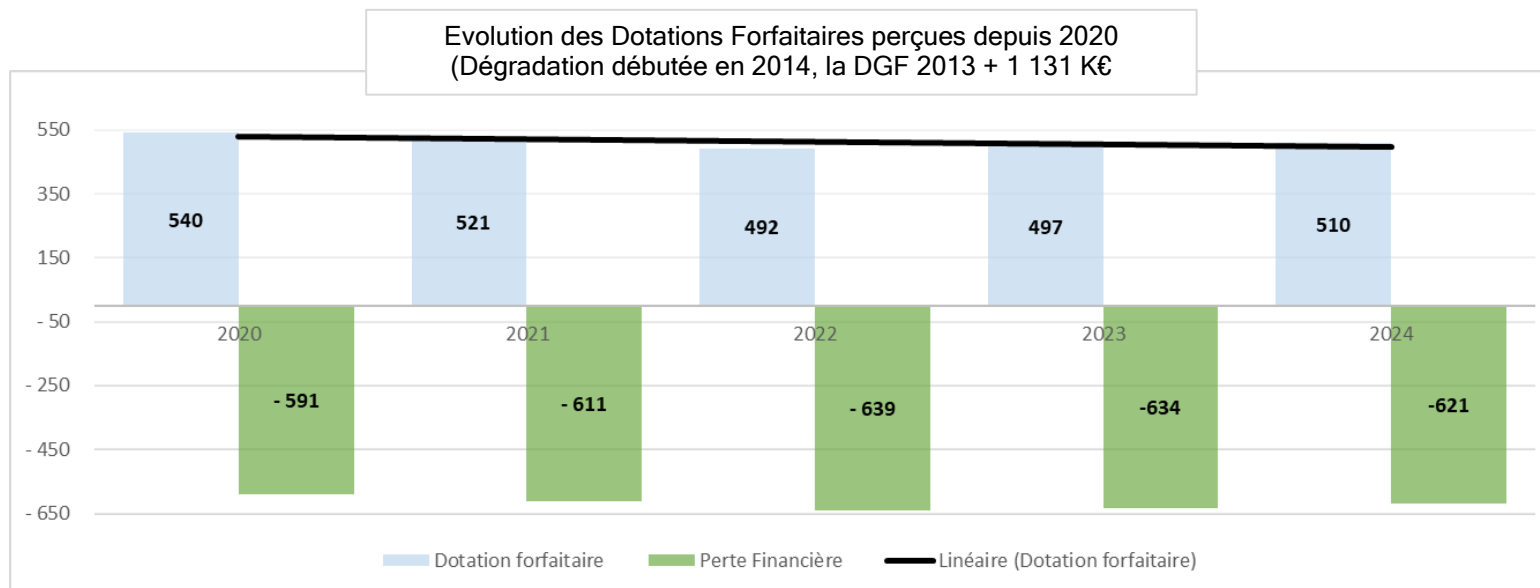
Recettes : Les faits marquants :

Du côté des recettes, elles sont globalement en hausse, par rapport à 2023, de +3.46% de progression par rapport à celles de l'année dernière ce chiffre reflétant des tendances contrastées.

Le produit des services diminue toutefois de -2.65% par rapport à 2023. Cela s'explique par le recul du produit des régies qui s'infléchit par rapport à 2023 : petite enfance, restaurant scolaire, centre de loisirs et périscolaire....

En revanche, le produit des impôts directs locaux augmente grâce à une revalorisation des bases locatives de +3,9% (Loi de Finances 2024). La taxe foncière sur les propriétés bâties est plus que jamais la ressource essentielle du budget, faisant peser uniquement sur les propriétaires (environ 80% selon source INSEE 2020) une grande partie du fonctionnement de la commune. L'enregistrement des droits de mutation, encore très timide au premier semestre 2024, en raison d'un marché immobilier toujours atone, devrait finir à 313 k€ au second semestre 2024.

Les dotations de l'Etat sont en baisse : -15.76%. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) se situe à 510 k€ avec le reversement de la CPS (compensation part salariale) par la CCHVC et les participations de la Caisse des Allocations Familiales (CAF) ont plafonné à 115 k€ (Chiffre à réévaluer fin janvier 2025) en raison de l'absence d'un responsable RPE/LAEP. Le fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle chute à 20 k€ alors qu'il se situait à 67 k€ auparavant. Le remboursement de l'assurance statutaire reste à un niveau élevé de 177 k€.



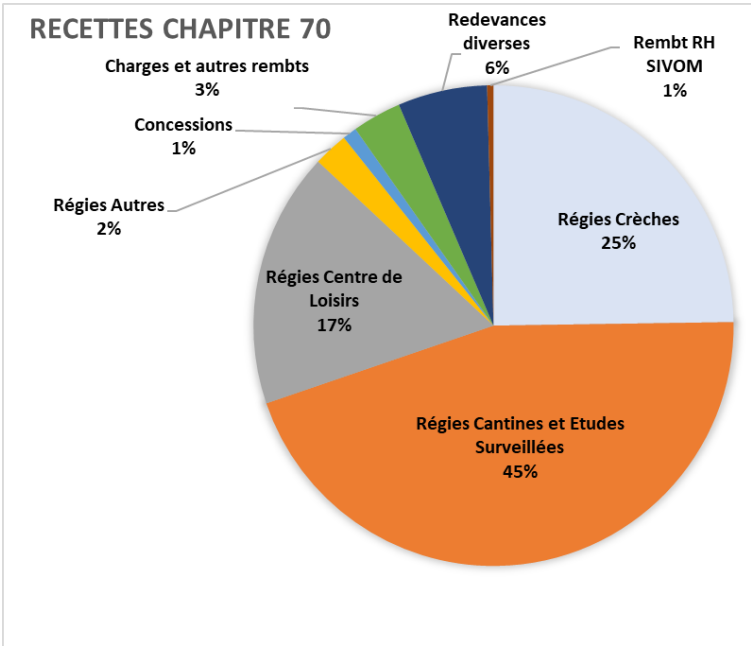
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



En conclusion, l'épargne de gestion (recettes de gestion diminuées des dépenses de gestion) se situe à un niveau qui reste élevé à 1 433 k€, l'épargne nette (épargne brute diminuée du capital de la dette) se situant à 820 k€.

En recettes de fonctionnement, à ce jour, le taux d'exécution des autorisations budgétaires 2024 (Budget Primitif + Décisions Modificatives) est de 101%. En effet, les évaluations des recettes sont effectuées de manière pessimiste et leur réalisation doit être légèrement supérieure aux prévisions.

Sur l'ensemble de la période, malgré la diminution en fréquentation, la Commune dégage un montant élevé de produits de régie issus des prestations de service à destination des habitants, notamment liés aux offres en matière de Petite Enfance, du Centre de Loisirs et activités périscolaires.



En k€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024 Estimé
Atténuation charges 013	90	113	212	200	184
évolutions N vs N-1	9,12%	25,25%	88,04%	-5,63%	-7,87%
Produits des services 070	802	1 171	1 271	1 316	1 281
évolutions N vs N-1	-31,61%	46,10%	8,47%	3,60%	-2,65%
Fiscalité 073	6 893	7 326	7 400	7 857	8 257
évolutions N vs N-1	2,48%	6,29%	1,00%	6,18%	5,08%
Dotations 074, DGF, DSR, Diverses compensations fiscales de l'Etat sur les exonérations consenties (TF, TFNB, CFE, Dotations pour les titres sécurisés (CNI, passeports)	1 140	1 154	976	1 011	852
évolutions N vs N-1	-1,48%	1,19%	-15,43%	3,64%	-15,76%
Autres produits 075	64	47	42	33	237
Produits financiers 076	0	0	2	0	0
Produits exceptionnels 077	563	62	196	42	10
Recettes de fonctionnement	9 551	9 873	10 098	10 460	10 821

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



2. Investissement - Dépenses : Les faits marquants en 2024.

2024 est l'année de lancement des travaux de réhabilitation et d'extension du groupe scolaire Bois du Fay ainsi que l'année de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Elle aura été également celle de nombreux travaux de réhabilitation du château : douves et pont-dormant de la basse-cour notamment.

Les immobilisations incorporelles (020) ont tourné essentiellement autour du PLU et de l'acquisition de logiciels en 2024.

Les immobilisations corporelles (021) liquidées ont concerné notamment les projets suivants : la reconstruction des douves au droit de la salle du Conseil Municipal suite à leur effondrement pour 99k€, les études préalables et la maîtrise d'œuvre du pont de la basse-cour pour 38 k€, la révision du PLU pour 47 k€, l'étude et la délimitation de la zone humide à Rodon pour 42 k€, la participation financière du parking de Breteuil pour 44 k€, les aménagements de voirie pour 337 k€, la réfection et la clôture des courts de tennis 5 et 6 pour 40 k€, le lancement de la maîtrise d'œuvre de l'aménagement de la coulée verte pour 22 k€, les études préalables pour la réhabilitation du réseau EP, avenue Port-Royal des Champs pour 32 k€, la rénovation de l'éclairage public pour 106 k€, l'acquisition d'un chariot élévateur pour 24 k€ et le remplacement de la centrale incendie du CLC pour 46 k€.

Les immobilisations en cours (023) sont constituées essentiellement par la maîtrise d'œuvre et les travaux du Groupe scolaire Bois du Fay.

En k €	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024 Estimé
Immobilisations incorporelles 20 (logiciels)	6	26	38	62	86
Subvention d'investissement versées 204 -(Fonds de concours versés, pour 2022 parkings Sivom 50k€)	71	-	54	161	54
Immobilisations corporelles 21 (Travaux de courte durée)	683	1 714	1 702	1 302	1 998
Immobilisations en cours 23 (Travaux en cours)	751	984	2 142	788	1 698
Dépenses d'investissement	1 511	2 724	3 936	2 313	3 837

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Les recettes d'investissement : Les faits marquants.

Les subventions corrélatives aux projets du groupe scolaire de Bois du Fay initiés ont été perçues à hauteur de 1 161 k€ comprenant un acompte du fonds vert (Etat) et des appels de fonds de SEQUOIA (résultat tiré au 16/01/2025).

Le PNRHVC a financé la réduction de la pollution lumineuse, les appuis-vélos, les combles château notamment pour 59 k€.

Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) a été encaissé à hauteur de 498 k€ alors que les taxes d'aménagement ont été encaissées à la somme de 65 k€. (Les résultats de l'année 2024 sont liés à l'activité de 2022 soit N-2).

Compte tenu du montant dépensé fin 2024 pour les travaux du groupe scolaire Bois du Fay limité au regard de la prévision budgétaire (1 800 k€) et du montant des subventions perçues pour les grands projets (1 161 k€), aucun emprunt n'a été souscrit en 2024.

En k€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024 Estimé
Taxe d'aménagement	437	105	43	95	65
FCTVA	113	141	191	310	498
Capitalisation du résultat : affectation du résultat	1 705	666	935	898	-
Subvention Investissement	1 525	656	1 457	929	1 259
Dépôts et cautionnement	1	2	1	-	0
Prêts	-	1 350	250	2 250	-
Recettes d'investissement	3 781	2 920	2 876	4 482	1 822

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



La dette et la capacité d'autofinancement de la Commune.

Si l'on procède à un rétrofocus sur l'année 2020, on constate que la dette en capital était de : 1 871 k€, que le montant des échéances sur cette année était de 534 k€ et que la capacité de désendettement était de 2 années à fin 2021. En 2025, la dette en capital au 1er janvier 2025 est de 3 488 k€. Le montant des échéances pour l'exercice 2025 sera de 530 k€. Les intérêts sont donc inférieurs à ceux de 2020 alors que la dette en capital a augmenté montrant les choix pertinents de la commune d'avoir contracté au moment opportun ces emprunts.

Sur la même période les investissements ont augmenté de 253% et l'épargne nette est restée similaire.

La répartition par prêteur est la suivante :

- Caisse d'Epargne : 26%
- Crédit Agricole : 15.1%
- La Banque Postale : 7,1%
- Banque Populaire du Val de France : 51.9 %

Rapporté à l'encours de la dette, la capacité de désendettement se situe à un niveau encore très bas soit 3.1 années fin 2024. Il est rappelé que la Commune ne s'est pas endettée en 2024.

L'épargne brute correspond au surplus des recettes de fonctionnement une fois les dépenses courantes déduites. Elle reflète la capacité de la collectivité à autofinancer ses investissements et rembourser sa dette.

L'épargne nette est le surplus restant après avoir couvert les dépenses courantes et remboursé le capital de la dette. Elle indique la capacité réelle à financer les investissements.

En k€	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024 Estimé
Epargne de gestion EG	1 400	1 505	1 178	1 465	1 433
Epargne Brute EB (Epargne de gestion - intérêts de la dette)	1 346	1 185	1 141	1 421	1 354
Epargne Nette EN (Epargne brute - Capital de la dette)	874	759	756	822	820
Epargne Nette / Dépenses Equipement	58%	30%	20%	36%	21%

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Les Restes à Réaliser 2024 estimés (RAR = Dépenses engagées en investissement mais non mandatées, en attente de la facturation) parmi lesquels :

Restes à Réaliser Estimés 2024 - Dépenses en k€	
Reliquat de travaux ACM	1
Pont Basse Cour	252
Reconstruction douves au droit salle du conseil	205
Réhabilitation trottoirs mise aux normes quai bus, passages piétons	66
Travaux voirie Jacques de Molay / Charles de Selle	29
Déploiement / installation dispositif vidéoprotection	91
Géoreférencement réseaux assainissement eau puviale	22
Mission assistance révision du PLU	47
Etudes circulation routière et stationnement	5
Diverses réparations ou dépenses	20
Soit un total de RAR Dépenses	739

Restes à Réaliser Estimés 2024 - Recettes en k€	
Réduction pollution lumineuse PNR	16
Isolation combles mairie et logements château PNR	3
Zone humide bois des 4 vents PNR	6
Extension réseau éclairage public - av charles de selle	3
Voirie	35
Soit un total de RAR Recettes	64

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Le Calcul du Résultat (premières estimations)

A noter : Les dépenses d'investissement sont diminuées des crédits AP/CP qui seront reportés en 2025

Le résultat de clôture au 16/01/2025 de la section de fonctionnement peut être estimé à un excédent de 6 757 k€.

Compte tenu que la section d'investissement présente un besoin de financement de 1352 k€, (résultat cumulé additionné du solde des restes à réaliser 2024). Une partie du résultat de la section de fonctionnement viendra abonder ce besoin de financement.

Fonctionnement en K€	
Recettes estimées sur 2024 (A)	10 821
Dépenses estimées sur 2024 (B)	9 457
Résultat estimé de l'exercice 2024 (C=A-B)	1 364
Résultat antérieur reporté (BP 2024) D	5 393
Résultat Fonctionnement estimé cumulé E =C+D	6 757
Investissement en K€	
Recettes estimées sur 2024 (F)	1 822
Dépenses estimées sur 2024 (comprend emprunt) (G)	3 837
Résultat estimé de l'exercice 2024 (H=F-G)	- 2 015
Résultat antérieur reporté (BP 2024) I	1 338
Résultat estimé cumulé Hors RAR J=H+I	- 676
Recettes des Restes à réaliser 2024 estimées (K)	64
Dépenses des Restes à réaliser 2024 estimées (L)	739
Résultat des Restes à réaliser M=K-L	- 675
Résultat Investissement estimé cumulé N=J+M	- 1 352
Résultat de Clôture 2024 estimé en k€ (dont RAR) O=E+N	5 405

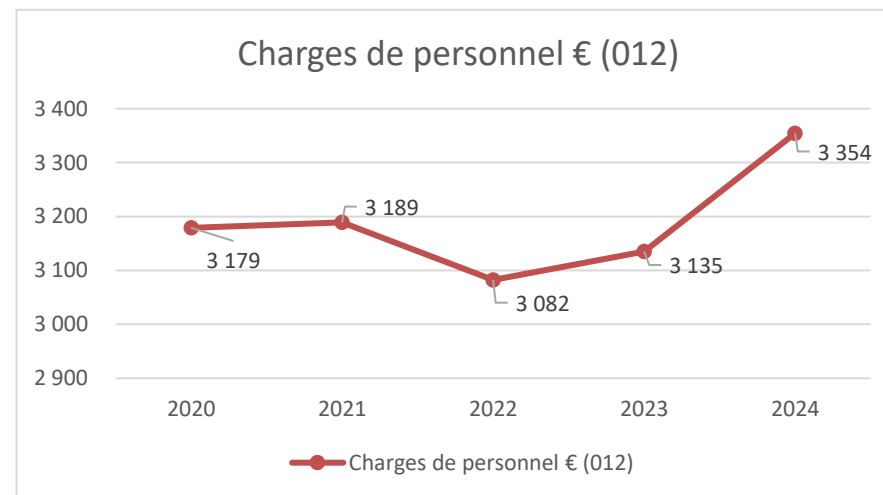
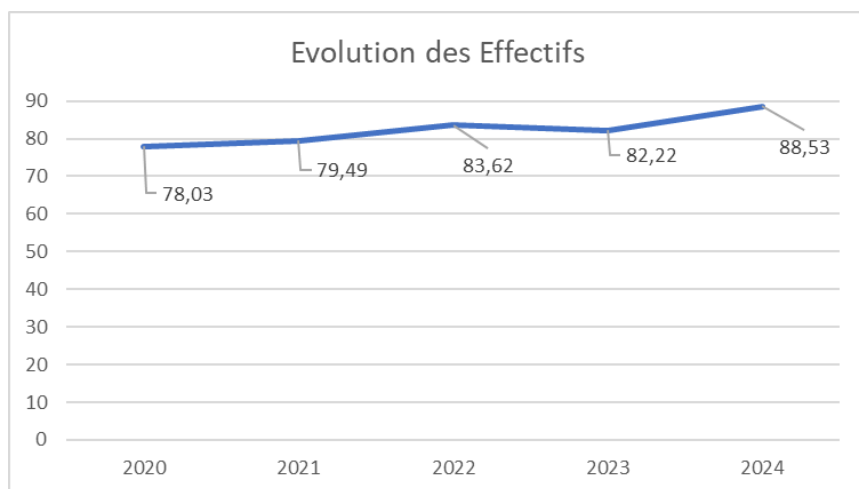
RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



La structure des effectifs et la masse salariale

A la fin de l'exercice 2024, les dépenses de personnel s'établissent autour de 3 354k€, avec un taux prévisionnel de réalisation égal à 98.6%. Différents événements imprévisibles ont marqué cette année, certains ayant conduit à des dépenses supplémentaires comme les différentes augmentations subies telles que :

- L'augmentation du point d'indice (+ 1,5% en juillet 2023 dont les effets se font sentir en année pleine en 2024) ;
- La revalorisation de 5 points d'indices au 1er janvier 2024 ;
- Les effets des recrutements d'agents sur les postes encore vacants ;
- S'ajoutent notamment, les élections Européennes puis Législatives qui étaient inattendues ;
- L'augmentation de la part patronale CNRACL de +1% ;
- Les avancements d'échelon, de grade ou de promotion interne (Glissement Vieillesse Technicité) ;



Le chapitre des charges de personnel intègre notamment le contrat d'assurance statutaire, la médecine de travail et augmente par conséquent de 7% par rapport à 2023.

Orientations budgétaires pour 2025

Malgré une prévision de baisse de l'inflation en 2025, l'évolution des charges à caractère général restera importante en 2025, en raison notamment des évolutions des contrats de prestation de service ainsi que des consommations des fluides et de l'entretien du patrimoine de la Ville de plus en plus coûteux.

Un nécessaire travail d'optimisation doit être effectué en section de fonctionnement afin de maintenir un niveau d'épargne satisfaisant. L'ampleur des efforts à fournir sera déterminée en fonction du volume des investissements prévus au Plan Pluriannuel d'Investissement (près de 16.71 M€ de dépenses d'équipement à réaliser sur la fin de mandat) et des mesures financières décidées par le gouvernement pour équilibrer les comptes publics.

LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Les charges à caractère général devraient s'élever à environ 3.8 M€, ce qui représenterait une progression de 5 % par rapport au Budget Primitif pour 2024 (environ 192 K€).

Le premier facteur de hausse étant due aux révisions de prix annuel des marchés et contrats en cours.

Les frais de personnel représentent le second plus gros poste des charges de fonctionnement après les charges à caractère général. Entre 2023 et 2024, le poste des charges de personnel a augmenté de 7 %, pour 2025 le chapitre 012 des dépenses de personnel est estimé à 3.55 M€, soit une évolution de +4.5% par rapport au Budget Primitif de 2024 (3.40 M€).

- **Cotisation CNRACL part patronale** : Le gouvernement Barnier avait présenté le jeudi 10 octobre 2024 le projet de loi de finances (PLF) et le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2025.
L'une des mesures devait fortement impacter les projections budgétaires des 4 prochaines années : la hausse de 3 points par an du taux de cotisation à la CNRACL. Ce taux de cotisation actuellement de 31,65 % aurait pu atteindre en part patronale 43,65 % à l'horizon 2028, si la mesure était bien lissée sur 4 ans. Avec la censure du gouvernement Barnier, ce projet tel qu'il était envisagé est rejeté. Une mission inter-inspections, composée des inspections générales de l'administration, des affaires sociales et des finances, a examiné la situation financière de la CNRACL. D'après les estimations, pour que le régime atteigne l'équilibre il faudrait que le taux de cotisation employeur (aujourd'hui de 31,65 %) passe à 50,34 % en 2030. Si l'avenir du taux CNRACL est flou en raison du contexte politique, il semble inévitable que des mesures soient prises à cet effet => par conséquent, +4 points ont été englobés dans l'augmentation du chapitre 012.
- **Retour au taux normal de l'URSSAF maladie pour le régime spécial CNRACL** : Un décret du 30 janvier 2024 prévoit, à compter du 1er janvier 2024, une hausse d'un point du taux des cotisations vieillesse affectée à la CNRACL comme l'avait annoncé le gouvernement (31,65 % contre 30,65- %) et une baisse d'un point du taux des cotisations maladie (8,88 % contre 9,88 %) au titre de l'année 2024.
Le taux ordinaire des cotisations maladie à 9,88 % signe donc son retour au 1^{er} janvier 2025 comme le précise le site internet de l'URSSAF
=> cet impact a également été englobé dans l'augmentation du chapitre 012.
- **Recrutements** des postes vacants à la suite de mobilités.

Les charges financières bénéficieront de la diminution de l'encours de dette. Notons que l'emprunt à souscrire éventuellement en 2025 ne sera encaissé que fin 2025 et la première annuité serait donc reportée en 2026.

Les variations des autres chapitres sont non significatives.

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Le chapitre des produits des services, chapitre 70 ne devrait pas connaître d'évolution significative en 2025.

Le plus gros poste de recettes reste celui des recettes fiscales, le chapitre 73 devrait s'élever à 8.28 M€ en 2025, estimation à iso par rapport au produit budgété pour 2024 et tenant compte d'une augmentation des bases cadastrales à +1.7%.

Les recettes de la CAF inscrites sont estimées avec prudence et inscrite à iso du BP 2024.

En ce qui concerne la Dotation Globale de Fonctionnement, la dotation forfaitaire devrait être égale à celle de 2024, par prudence, inscription à l'identique du BP 2024 soit 480 K€.

Les variations des autres chapitres sont non significatives.

LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En ce qui concerne le Plan Pluriannuel d'Investissement, celui-ci évolue et l'effort d'investissement consenti par la commune reste très important mais nécessaire au regard de la nécessité d'entretenir le patrimoine communal et de répondre aux nouveaux besoins de la population.

Les dépenses financières s'élèveront à environ 530 K€, correspondant à l'amortissement annuel des emprunts.

LES RECETTES D'EMPRUNT

En 2025, la ville inscrira un emprunt maximum de 3.7 M€ au budget primitif. En 2024, l'inscription budgétaire au BP était de 1.6 M€, cet emprunt n'a pas été contracté car la Ville n'en a pas eu besoin.

L'AUTOFINANCEMENT

L'Autofinancement = affectation du résultat + amortissement est prévu autour de 1 352 k€ + 293 k€ soit 1645 k€ pour 2025. Il sera affiné lors de la finalisation du budget. Le fonds de roulement prévisionnel de 5 405 k€ sera également à confirmer lors du vote du CFU 2024 à la suite de l'affectation des résultats.

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



Synthèse des principaux indicateurs pour la construction du BP 2025		
	Proposition 2025	Commentaires
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Personnel	+ 4,5%	012 + 4,5% permet de poursuivre les recrutements manquants et de supporter les différentes augmentations imposées par l'Etat (+4 points de CNRACL ; augmentation Urssaf...). Des ajustements potentiels en cours d'année pourront être nécessaires.
Charges à caractère général	→	A prendre en compte notamment dans ce chiffrage : + 4% de contrats de prestations de services, + 34% maintenance, + fournitures de petit entretien, administratives, entretien de terrain, matériel roulant, doc générale et techniques, frais de télécommunication, nettoyage des locaux ...
Charges financières	↘	les 2250 k€ empruntés en 2023, et aucun emprunt contracté en 2024 = baisse légère du chapitre
Atténuations de produits	→	La prévision du FPIC reste prudente à plus de 400 k€ mais augmentation du prélèvement SRU
Autres charges de gestion courante	=	L'enveloppe globale destinée aux associations est maintenue et estimée selon un montant qui ne dépassera pas 170k€.
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
Produits des services	=	Estimation à ISO 2024 = prudence
Impôts et taxes	=	Pas d'augmentation globale proposée des taux des taxes locales, mais réévaluation des valeurs locatives cadastrales de 1,7% prévue par l'Etat au travers de sa Loi de Finances par rapport au réalisé 2024 (7764k€) , Droits de mutation à 290k€ et Taxe sur l'électricité à 128k€.
Dotations et participations	=	DGF estimée à ISO à 480k€ (BP 2025) et produit de la CAF estimé de 200k€ (BP 2025).
Autres produits	↘	Prévision 2025 en baisse à hauteur de 182 k€ en fonction du réalisé (BP2024 = 237k€ vs BP2025 prévu = 55k€)
Atténuations de charges	↘	prévision prudente passant de 170k€ (BP 2024) à 135 k€ (BP 2025).

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025



DEPENSES D'INVESTISSEMENT		
Investissement courant (montant annuel)	1037k€	Voir détail ci-dessous
Investissement structurant	1252k€	Voir détail ci-contre
Investissement AP/CP Bois du Fay	8859k€	Voir AP / CP du Programme Bois du Fay
RECETTES D'INVESTISSEMENT		
Subvention d'investissement courant	6%	correspond à 1037k€ x 6% = 62220
Subvention d'investissement structurant	20%	correspond à 1252k€ x 20% = 252400
Subvention d'investissement Bois du Fay	35%	correspond à 8859k€ x 35% = 3100916
FCTVA	295k€	Sur la base du montant des dépenses d'équipements de l'année 2023
Taxe d'aménagement	50k€	
Emprunt consolidé	3700k€	Montant à adapter en fonction de l'évolution du subventionnement du projet de Bois du Fay et de la vente de la Ferme de Beaurain. Préférentiellement sous forme de prêt relai FCTVA ou emprunt d'équilibre

Investissements Courants en K€	
Travaux Château : Carnet d'entretien	50
Voirie et éclairage public	272
Gestion alternative des eaux pluviales	70
Travaux sur les réseaux Eaux Pluviales	40
Mare de Rodon	50
Pump Track	100
Divers dont : Château (detection alarme incendie) Ecoles (mobiliers création classes, ...) Pôle Citoyen (reprise de concession, restauration de registres ...) CLC (réhabilitation couloir salle de danse) Informatique (cablage réseaux, ordinateurs, matériels informatiques divers, ...) Véhicules (remplacement iveco polybenne, tondeuse, ...) Transports (Totem arrêt de bus) Sécurité incendie (poteaux, extincteurs ...)	455
TOTAL INVESTISSEMENTS COURANTS	1 037

Investissements Structurants en K€	Mt Global
Les grands projets	
Pont de la Basse-cour	10
dont Travaux	10
Coulée Verte	377
dont études / diag + MOE	34
dont Travaux	343
Agrandissement Office Champmesnil	240
dont études / diag (estimés) en 2024	200
dont MOE	40
Circulation	150
Travaux aménagements (transports, signalisation, chaussée...)	150
Salle du Conseil Municipal + Pavillon Nord	250
dont études / diag	77
dont MOE	63
dont Travaux	110
Création nouveau cimetière	30
PMOE + Etudes	30
Divers	195
	195
TOTAL GRANDS PROJETS (Hors Bois du Fay)	1 252

Subventions reçues et à recevoir

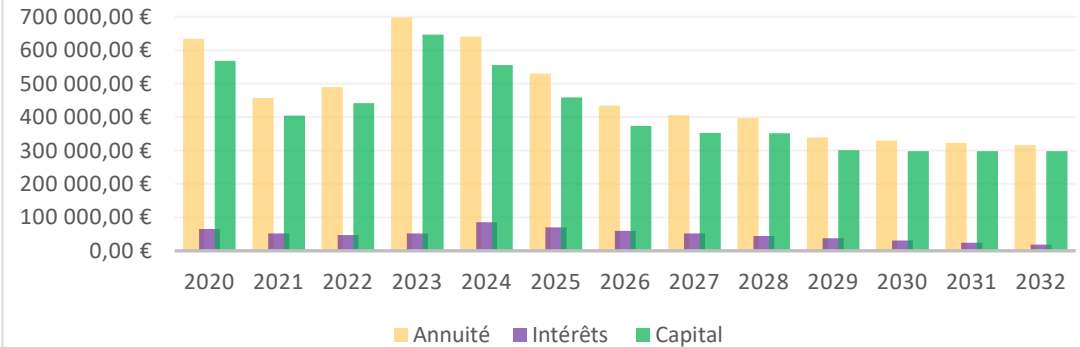
	Subvention reçues en 2023		Subvention reçues en 2024		Subvention à recevoir en 2025	
<u>Bâtiment</u>						
ACM (Région, Caf, DETR, Département)	546	k €	-		-	
Avance + solde fonds vert + AP/CP GS BDF	-	k €	702	k €	1 500	k €
Maison Médicale (Région)	29	k €	-		-	
<u>Voirie</u>						
Voirie (Département)	98	k €	-		35	k€
<u>Transition Ecologique Energetique</u>						
Etudes EP (Région)	26	k €	-		-	
SEQUOIA	18	k €	456	k €	-	
Appuis vélos - Solde PNR	2	k €	2	k €	-	
Plantation verger - Solde PNR	4	k €	-		-	
ATLAND - Eclairage réseau electrique public	-	k €	-		3	k €
PNR - Pollution lumineuse 2019 à 2022	-	k €	32	k €	16	k €
PNR - Zone humide Bois des 4 vents	-	k €	-		6	k €
PNR - Isolation combles Mairie et logements château	-	k €	-		3	k €
DETR - Isolation combles château et commun	-	k €	3	k €	-	
<u>Sécurité</u>						
FIPD - sécurisation des écoles (Préfecture)	12	k €	-		-	
<u>Ecoles</u>						
Numérisation des écoles	45	k €	-		-	
Fond de concours Caisse des Ecoles	15	k €	-		-	
<u>Patrimoine</u>						
Pont Dormant	105	k €	-		-	
Monument aux morts	2	k €	-		-	
<u>Petite Enfance</u>						
Micro Crèche Champmesnil - Solde CAF	6	k €	-		-	
Micro crèche Les Mesniloup - Solde CAF	7	k €	-		-	
Maison Petite Enfance - Solde CAF	11	k €	-		-	
TOTAUX	926	k €	1 195	k €	1 564	k €

Gestion de la dette
en cours (Réelle)

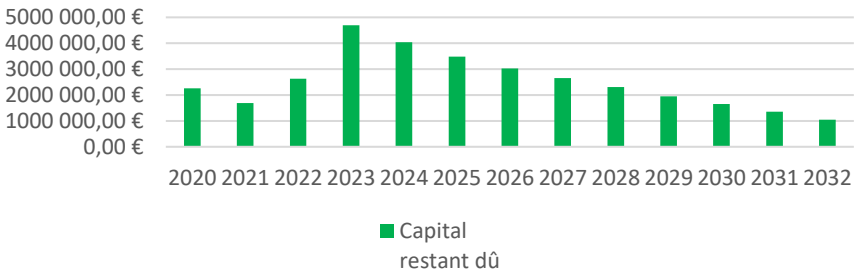
Tableau récapitulatif de la dette en cours

Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2020	633 692,54 €	65 801,70 €	567 890,84 €	0,00 €	0,00 €	2 254 238,64 €
2021	457 463,22 €	52 135,30 €	403 977,92 €	1 350,00 €	0,00 €	1 686 347,80 €
2022	489 471,83 €	47 409,66 €	442 062,17 €	0,00 €	0,00 €	2 632 369,88 €
2023	698 672,28 €	52 013,82 €	646 658,46 €	0,00 €	0,00 €	4 690 307,71 €
2024	640 788,56 €	85 542,34 €	555 246,22 €	0,00 €	0,00 €	4 043 649,25 €
2025	529 533,38 €	70 202,47 €	459 330,91 €	0,00 €	0,00 €	3 488 403,03 €
2026	433 687,40 €	59 531,46 €	374 155,94 €	0,00 €	0,00 €	3 029 072,12 €
2027	404 872,44 €	51 978,31 €	352 894,13 €	0,00 €	0,00 €	2 654 916,18 €
2028	396 240,10 €	44 679,38 €	351 560,72 €	0,00 €	0,00 €	2 302 022,05 €
2029	338 844,80 €	37 550,23 €	301 294,57 €	0,00 €	0,00 €	1 950 461,33 €
2030	329 386,12 €	31 052,80 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 649 166,76 €
2031	322 913,78 €	24 580,46 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 350 833,44 €
2032	316 441,45 €	18 108,13 €	298 333,32 €	0,00 €	0,00 €	1 052 500,12 €

Diagramme de remboursement



Capital restant dû





Gestion de la dette
Simulation incluant un emprunt de 5 250 000 en 2026

Taux fixe de 3.3% sur 20 ans

Tableau récapitulatif de la dette simulée avec l'emprunt de 5 250 000 de 2026)						
Exercice	Annuité	Intérêts	Capital	Frais TTC	Commissions TTC	Capital restant dû
2025	529533,38	70 202,47 €	459 330,91 €	0,00 €	0,00 €	3 488 403,03 €
2026	750 003,26 € <i>dont 316 315,86 simulés</i>	187 149,81 € <i>dont 127 618,35 simulés</i>	562 853,45 € <i>dont 188 697,51 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	8 279 072,12 € <i>dont 5 250 000,00 simulés</i>
2027	764 500,80 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	216 604,67 € <i>dont 164 626,36 simulés</i>	547 896,13 € <i>dont 195 002,00 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	7 716 218,67 € <i>dont 5 061 302,49 simulés</i>
2028	755 868,46 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	202 790,60 € <i>dont 158 111,22 simulés</i>	553 077,86 € <i>dont 201 517,14 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	7 168 322,54 € <i>dont 4 866 300,49 simulés</i>
2029	698 473,16 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	188 928,63 € <i>dont 151 378,40 simulés</i>	509 544,53 € <i>dont 208 249,96 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	6 615 244,68 € <i>dont 4 664 783,35 simulés</i>
2030	689 014,48 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	175 473,44 € <i>dont 144 420,64 simulés</i>	513 541,04 € <i>dont 215 207,72 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	6 105 700,15 € <i>dont 4 456 533,39 simulés</i>
2031	682 542,14 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	161 810,88 € <i>dont 137 230,42 simulés</i>	520 731,26 € <i>dont 222 397,94 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	5 592 159,11 € <i>dont 4 241 325,67 simulés</i>
2032	676 069,81 € <i>dont 359 628,36 simulés</i>	147 908,09 € <i>dont 129 799,96 simulés</i>	528 161,72 € <i>dont 229 828,40 simulés</i>	0,00 €	0,00 €	5 071 427,85 € <i>dont 4 018 927,73 simulés</i>

Evolutions et tendances sur l'avenir 2025-2029 (Scénario prudent)

<i>Orientations budgétaires principales à horizon 2029-Scénario prospectif en k€ (Hors RAR)</i>						
Equilibre financier en k€	CFU 2024 en K€	CFU 2025 en K€	CFU 2026 en K€	CFU 2027 en K€	CFU 2028 en K€	CFU 2029 en K€
Recettes de gestion (hors cessions) = A	10 821	10 865	11 083	11 304	11 530	11 761
Depenses de gestion - dotations aux amortissements = B	9 457	10 207	10 000	10 100	10 201	10 303
Epargne de gestion = A-B+Charges financières-Produits exceptionnels	1 433	724	1 083	1 204	1 329	1 458
Epargne Brute (CAF) = A-Produits exceptionnels-B - intérêts connu	1 354	653	895	988	1 127	1 269
Epargne Nette (CAF nette) (- capital connu)	820	194	333	440	573	759
Investissements courants		1 037	1 167	475	550	550
Investissement structurants		10 111	4 395	991	400	400
Total investissements	6 923	11 148	5 562	1 466	950	950
Recettes d'investissement y compris cessions mais hors dette donc - emprunt global = capital + intérêt	1 521	1 871	3 450	2 000	2 000	2 000
Emprunts AP /CP Bois du Fay	-	3 700	1 550	-	-	-
Solde de clôture reporté	6 731	6 813	1 429	1 200	2 174	3 797
Résultats de clôture au 31/12 estimé	6 813	1 429	1 200	2 174	3 797	5 607
<i>Encours de la dette</i>	4 044	3 488	8 279	7 716	7 168	6 615
<i>Moyenne par habitant en euros (7301 Hab au 01/01/2022 en vigueur au 01/01/2025)</i>	567	478	1134	1057	982	906
<i>Moyenne strate communale de 5000 à 10 000 hab</i>	1038€/ha au 31/12/23					
<i>Année de désendettement > 9ans</i>	3,0	5,3	9,2	7,8	6,4	5,2

Programme pluriannuel d'investissement 2025-2029

Montant en K€	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029
DEPENSES INVESTISSEMENTS COURANTS	1 037	1 167	475	550	550
Tous les travaux du château, urgences et aléas prioritaires	50	75	75	50	50
Voirie et éclairage public	272	305	200	300	300
Lutte contre les inondations et Travaux sur le réseau d'eaux pluviales dans le cadre de la lutte contre les	70	50	50	50	50
	40	150	50	50	50
Mare de Rodon	50				
Pump Track (AP/CP) = Total 130K€	100				
Divers (Cf. page 21)	455	587	100	100	100
DEPENSES INVESTISSEMENTS STRUCTURANTS	10 111	4 395	991	400	400
BDF / (AP/CP) = Total 13,502M€	8 859	1 761			
Pont de la Basse-cour	10				
Coulée Verte (AP/CP) = Total 1,2M€	377	331	472		
Agrandissement Office	240	1598			
Circulation (aménagement)	150	100	100		
Salle du Conseil Municipal + Pavillon Nord	250	330			
Divers (Cf. page 21)	225	275	419	400	400
TOTAL Investissements Courants + Investissements Structurants	11 148	5 562	1 466	950	950

Eléments de synthèse et de prospective Financière jusqu'à la fin du mandat

Depuis 2020, les collectivités locales ont dû adapter les conditions de leur gestion pour assurer la continuité des services rendus aux citoyens car elles ont eu à affronter une succession de crises :

- Crise sanitaire nécessitant la mise en œuvre de mesures de protection sanitaire (notamment la fermeture de services) ou économique (soutien aux ménages et aux entreprises) ;
- Crise économique avec l'explosion des prix, d'abord énergétiques, puis par diffusion dans les services, les biens d'équipement et les produits alimentaires ;
- Crise financière avec la remontée brutale des taux d'intérêts ayant un impact, d'abord marginal sur le coût de la dette locale, ensuite magistral sur les recettes de droits de mutation ;
- Crise de recrutement avec une perte d'attractivité des métiers locaux en dépit d'une revalorisation des traitements ;
- Crise politique aggravant le défaut de visibilité des futures Loi de Finances, avec notamment la contribution des collectivités locales au nécessaire redressement des Finances Publiques et la remise en cause de leur autonomie financière ;
- Sans oublier le bouleversement de la fiscalité locale avec la suppression de la taxe d'habitation ;
- Et bien évidemment, la prise en compte du réchauffement climatique.

Selon les estimations, l'autofinancement devrait diminuer en 2024 dans toutes les catégories de collectivités, le ralentissement de l'inflation ne se faisant pas encore sentir dans tous les domaines, et la dynamique fiscale n'étant pas au rendez-vous en dépit d'une légère reprise de la croissance.

Le Mesnil Saint Denis va connaître un pic d'investissement en 2025 mais le niveau annuel restera élevé jusqu'à la fin du mandat, ce qui se traduira par un besoin de financement plus important que les années précédentes. La situation financière reste saine, une gestion prudente reste fortement requise en 2025. Les marges de manœuvre budgétaire existent mais nécessitent des réflexions amonts appuyées comme pour la diminution des contrats de prestation de services ou l'augmentation des recettes à travers différents leviers comme la recherche de financement ou l'augmentation des tarifs, les taxes.